

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 2 NOVEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) A cause de qui et de quoi...
- 2) Les « dindes » de Noël !
- 3) Il veut se...
- 4) Le rassemblement : lequel
- 5) Une réponse cinglante
- 6) Le PS comprend tout, les autres non
- 7) Il faut choisir ton camp camarade !
- 8) Discretion totale
- 9) Sans pitié...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I ) Manuel Valls craint que la gauche ne devienne «la plus bête du monde»



Depuis la Côte d'Ivoire, Manuel Valls a confié craindre que la gauche française devienne «la plus bête du monde»AFP PHOTO / Ruth McDowall

La gauche française «peut devenir la plus bête du monde». Manuel Valls, interviewé par France 24 et RFI depuis la Côte d'Ivoire, dans le cadre d'une visite en Afrique de l'Ouest, a commenté à sa façon les divisions de son camp.

### Un appel au rassemblement

Le Premier Ministre a lancé un nouvel appel au rassemblement afin d'éviter l'élimination de la gauche au premier tour de la présidentielle de 2017. Un appel pas vraiment entendu par Emmanuel Macron ou Arnaud Montebourg pour le moment.

«Qui peut rassembler toutes ces personnalités ?», a commenté Manuel Valls. « Comme le dit (le patron du PS) Jean-Christophe Cambadélis très justement, nous serions la gauche la plus bête du monde. La gauche française peut le devenir. Elle n'est pas à la hauteur de ses responsabilités», a-t-il accusé.

### Ni dans une cour de récréation, ni dans un bac à sable

Le Premier ministre a de nouveau signé une phrase ambiguë quant à ses éventuelles ambitions présidentielles en 2017: «Je veux être à la hauteur de la responsabilité du moment (...) et faire en sorte que la gauche puisse demain l'emporter. Et moi, j'y contribuerai, d'une manière... ou d'une autre».

«Il faut agir en responsabilité. Nous ne sommes pas dans une cour de récréation, pas dans un bac à sable», a-t-il encore affirmé.

### Manuel Valls : « J'ai du respect pour François Hollande »

«J'ai du respect vis-à-vis de François Hollande. C'est un ami. J'ai aussi du respect pour la fonction présidentielle», a affirmé Manuel Valls, toujours dans l'interview accordée à France 24 et RFI depuis Abidjan.

«François Hollande a incarné la France quand il s'est agi de sauver le Mali. François Hollande a incarné la France quand il a fallu sauver la Grèce. Quand François Hollande a permis avec sa diplomatie, je pense notamment à Laurent Fabius et Ségolène Royal, l'accord sur la COP 21, tout le monde a salué l'action de la France et donc du président», a ajouté Manuel Valls, comme une volonté de calmer le jeu après ses déclarations de jeudi.

Le Premier Ministre avait confié avoir ressenti de la «colère »après la publication de confidences polémiques du chef de l'Etat dans le livre «Un président ne devrait pas dire ça».

[leparisien.fr](http://leparisien.fr)

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Les ouvriers qui votent pour le FN sont "comme des dindes qui votent pour Noël"

**Gérard Filoche, ancien inspecteur du travail et candidat à la primaire de la gauche, était l'invité ce mardi de RMC et BFMTV. Il a estimé avoir été "trahi" par François Hollande et a également évoqué le vote Front national.**

Gérard Filoche, candidat à la primaire de la gauche qui aura lieu les 22 et 29 janvier 2017, était ce mardi matin l'invité de RMC et BFMTV. Il avait été découvert par le grand public au moment de l'affaire Cahuzac. Membre du Bureau politique du Parti socialiste, il avait laissé éclater des larmes de colère.

**"François Hollande n'a pas fait ce qu'il fallait"**

Gérard Filoche incarne cette gauche des déçus du quinquennat. "François Hollande n'a pas fait ce qu'il fallait. Ce que la gauche attendait, c'était qu'il y ait une répartition des richesses." Pourfendeur de la politique menée par François Hollande depuis 2012, il estime que le président a trahi.

*"Quand j'ai vu la loi El Khomri, j'ai dit trahison. Cette loi est une des pires que la gauche ait fait depuis un siècle. Elle a cassé les principes fondamentaux du code du Travail."*

**"Il a cassé quelque chose de profond"**

Selon Gérard Filoche, inspecteur du travail

pendant trente ans, ce qu'a fait François Hollande "est une contre-révolution". "Il a cassé quelque chose de profond, un ressort d'un siècle de combats des salariés pour leur dignité, leurs salaires."

Concernant le bilan du chef de l'État, Gérard Filoche a estimé "qu'il y a des limites à la méthode Coué et des limites à l'aveuglement". L'ancien inspecteur du travail estime que le président "ferait mieux de prendre conscience de ce qui ne va pas et de ne pas se représenter".

*"Il a dit des mots horribles dans son livre mais le fond c'est la politique qu'il a suivie. Il s'est laissé marabouter par Macron. Le livre, c'est la troisième couche",* selon le membre du Bureau national du Parti socialiste.

**"Quelqu'un qui défende les intérêts des salariés"**

Gérard Filoche est revenu sur la primaire à venir. **Favorable à une candidature commune de toute la gauche**, il estime que celui qui pourra la rassembler sera un candidat nouveau. *"Il faut quelqu'un qui défende les intérêts des salariés, de ceux qui produisent les richesses, c'est à ce titre que je suis candidat."*

*"Il faut une rupture, assez des énarques, assez des ministres qui se sont mouillés, assez de ceux qui sont formatés, a-t-il ajouté. Je n'ai pas l'intention de laisser Valls et Hollande dominer le Parti socialiste."*

**Le vote FN: "des dindes qui votent pour Noël"**

L'un de ses principaux engagements: réduire les fortes disparités entre les plus hauts et les plus bas revenus. *"Vous avez 1% des gens dans notre pays qui possède la moitié du patrimoine. Vous avez deux milliardaires qui possèdent plus que 20 millions de Français, ce n'est pas normal. Aucun humain, quelque soit son talent et son génie, ne mérite de gagner 20 fois plus qu'un autre."*

Gérard Filoche est également revenu sur le vote Front national. Selon lui, les ouvriers qui se tournent vers l'extrême droite sont "comme des dindes qui votent pour Noël, ils n'ont aucun intérêt, ils sont trompés".

### III) Le PCF cherche à s'allier au PS pour la présidentielle



Pierre Laurent, numéro un du PCF, voudrait s'allier à l'un des candidats à la primaire de la gauche. @ BERTRAND GUAY / AFP

Le parti communiste organise, mercredi, une réunion avec les candidats à la primaire socialiste. Mais pas n'importe lesquels : ceux qui s'opposent à la politique gouvernementale.

#### INFO EUROPE 1

Comment exister dans la présidentielle ? Pour le Parti communiste français, la question se pose sérieusement. S'allier avec Jean-Luc Mélenchon, comme le réclament certains militants à coups de pétition, est une hypothèse qui semble s'éloigner. Depuis que le cofondateur du Parti de gauche s'est lancé seul dans la course à l'Élysée, sans s'appuyer sur le Front de gauche et sans même prévenir ceux qui l'avait soutenu en 2012, les relations entre le candidat et le PCF sont tendues. Jean-Luc Mélenchon a même dû démentir une information du Point, qui révélait qu'il aurait traité les élus communistes d'"abrutis" après avoir eu des difficultés à les convaincre de le parrainer.

**Avec le PS anti-Hollande.** L'hypothèse Mélenchon écartée, le PCF pourrait bien se tourner vers le Parti socialiste. Et, plus précisément, le PS anti-Hollande. Ce sera d'ailleurs le sujet d'une réunion, secrètement organisée mercredi soir par Pierre Laurent. Le leader du parti espère réunir plusieurs participants à la primaire de la gauche de gouvernement, comme Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Gérard Filoche et Marie-Noëlle Lienemann. Les deux derniers ont d'ailleurs d'ores et déjà confirmé leur présence.

**Montebourg et Hamon en opération séduction.** Arnaud Montebourg comme Benoît Hamon ont montré, ces dernières semaines, un intérêt pour un rapprochement futur avec le PCF. Le premier a ainsi affirmé, ce dimanche au JDD, qu'il avait été "beaucoup inspiré" par la "stratégie de l'union" de François Mitterrand. Pourrait-il s'allier avec les



communistes "dès le premier tour" de la présidentielle ? "Pourquoi pas, s'ils le souhaitent", a-t-il répondu. "Mon projet a été applaudi à la Fête de l'Humanité." C'est également à la Fête de "l'Huma" que Benoît Hamon a tenté de séduire le PCF, affirmant qu'il se tenait "à la disposition de toutes celles et ceux qui veulent travailler à ce qu'on ait effectivement un candidat de gauche au deuxième tour".

**Réunion à huis-clos.** Dans tous les cas de figure, le PCF fait le pari d'une défaite à la primaire de François Hollande -ou, s'il devait renoncer, de Manuel Valls. Afficher un soutien à Arnaud Montebourg, par exemple, serait un coup très rude porté à la candidature de celui ou celle qui représentera la ligne politique gouvernementale. L'ancien ministre du Redressement productif est d'ailleurs "très régulièrement" en contact avec Pierre Laurent au téléphone, selon son entourage. Comme les autres conjurés de la réunion de mercredi, qui se déroulera à huis clos, il a été invité par lettre pour "proposer une alternative à la droite déchaînée, au FN menaçant et à la politique du quinquennat Hollande". Tout un programme (commun), qui doit permettre de préparer une réunion publique prévue le 12 novembre, à Montreuil.



## IV) «Rassemblement» à gauche ? Quel rassemblement ?

Par Lilian Alemagna



Stéphane Le Foll, le 26 octobre. Photo Niklas Hallen.AFP

**Valls, Le Foll ou encore Cambadélis ont appelé leur famille politique à ne pas se diviser. Le refrain pourrait s'entendre si l'exécutif n'était pas le premier responsable de cet éclatement de la gauche à quelques mois de la présidentielle.**

C'est un grand classique en politique : quand tout va mal dans votre camp, quand vos camarades veulent vous faire la peau, soyez le premier à appeler au «rassemblement», à l'«unité» de votre famille. Utilisez cette technique surtout si c'est en grande partie de votre faute que vous vous retrouvez seul au milieu du champ de ruines : vous pourrez alors dire que vous n'êtes pas responsable du désastre annoncé puisque vous avez appelé vos amis à ne pas «se diviser».

C'est ainsi que le Premier ministre, Manuel Valls, a renouvelé ce week-end depuis l'Afrique son appel au «rassemblement» de la gauche de gouvernement. C'est pour cela qu'en premier des derniers fidèles du chef de l'Etat, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, a estimé qu'«aujourd'hui, celui qui est en capacité de pouvoir rassembler, c'est François Hollande». C'est tout l'objectif de Jean-Christophe Cambadélis lorsqu'il alerte dans la presse régionale sur «la gauche la plus irresponsable du monde» parce qu'elle «se chahute en termes de parts de marché avec comme seul objectif de devancer le voisin» alors que le FN est aux portes du pouvoir.

### Pas de «rassemblement» sans projet commun

Le refrain pourrait s'entendre si l'exécutif n'était pas le premier responsable de cet éclatement de la gauche à quelques mois du premier tour de la présidentielle. Le Premier ministre appelle tout le monde au «rassemblement» ? Il n'a pas réellement cherché le compromis qui aurait pu lui éviter d'utiliser le 49.3 sur la loi travail, signe, après la loi Macron, que son gouvernement était minoritaire sur ce texte.

Stéphane Le Foll voit dans Hollande «le mieux placé» pour remettre tout le monde sur une même estrade, une rose à la main, et danser sur Bella Ciao ? C'est pourtant le Président qui a fait l'erreur de passer la première moitié de l'année 2016 – celle justement où était censé se construire le fameux «rassemblement» – sur la déchéance de nationalité et ensuite la loi travail sans offrir à son camp d'autres motifs d'union que la défense d'un bilan difficile à vendre et la peur d'un second tour entre l'extrême droite et une droite «revancharde». C'est aussi lui qui s'est prêté à

l'exercice qui se révèle aujourd'hui autodestructeur du jeu des confidences avec les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme. Et c'est lui qui a choisi Manuel Valls comme second Premier ministre – sachant très bien qu'il allait de fait réduire son assise politique à gauche – et l'a gardé à Matignon, de peur d'en faire un concurrent, alors qu'un troisième chef de gouvernement associé à une légère modification du «cap», plus à gauche, aurait suffi à faire converger les familles socialistes, écologistes et «progressistes» à l'approche de la présidentielle. Pour entamer le «rassemblement» annoncé.

On ne réussit pas un «rassemblement» sur la seule crainte d'un nouveau 21 avril. On le construit sur un nouveau projet. Or, sur quoi Valls, Hollande, Le Foll et Cambadélis proposent-ils à tout le monde de se «rassembler» ? Où est le «programme commun» que les socialistes pourraient mettre au menu de la gauche ? Il y a bien des «Cahiers de la présidentielle» sur la table de la direction du PS mais ils seront balayés par le programme du prochain vainqueur de la primaire. Et cet exercice finalement choisi (à juste titre) pour éviter la multiplication des candidatures risque d'avoir l'effet inverse de celui recherché : «Nous avons la primaire pour trancher et rassembler», annonce Cambadélis. Mais lorsque autant de socialistes se disent prêts à la «clarification», on voit mal comment «trancher» peut rimer, demain, avec «rassembler».

Lilian Alemagna



## V) Pour François Bayrou, Nicolas Sarkozy est « abusé par sa propre angoisse et sa propre fuite en avant »

Les sarkozystes critiquent de plus en plus durement le président du MoDem, coupable de soutenir Alain Juppé. Il leur a apporté une réponse cinglante.

Le président du MoDem, François Bayrou, a laissé passer l'orage et a pris le temps de la réflexion. Sa réponse à Nicolas Sarkozy est arrivée, samedi 29 octobre, via un message sur sa page Facebook. Sous le titre « Un affrontement fondateur », c'est une charge au vitriol contre l'exercice du pouvoir de l'ancien président de la République.

*« Pour Nicolas Sarkozy, visiblement, la fin justifie toujours les moyens. Pour moi, je crois que les moyens utilisés, quand ils sont bas, contaminent le but qu'on prétend atteindre. Pour lui, le pouvoir est une domination, et la conquête des électeurs se paie par l'hystérie. »*

Ce long texte est une riposte importante dans le contexte électrique de la primaire de la droite. Depuis une semaine, les sarkozystes ont lancé une nouvelle offensive contre M. Bayrou en raison de son soutien à Alain Juppé. Le 23 octobre, 165 proches de l'ancien chef de l'Etat avaient signé une tribune dans Le Journal du dimanche où ils accusent le président du MoDem de vouloir « soumettre la future majorité à ses propres idées ».

Le 27 octobre, l'ancien chef de l'Etat avait lui aussi longuement attaqué le centriste lors d'un meeting à Marseille :

*« Il nous a fait entrer dans le socialisme, ce n'est pas lui qui va nous en faire sortir. (...) Que ceux qui soutiennent un autre candidat assument*

Une façon de viser Alain Juppé qui n'a jamais caché qu'il ouvrirait sa future majorité aux centristes en cas de victoire. M. Sarkozy y voit le meilleur moyen de mener une « alternance molle » alors que lui conduirait une « alternance forte et franche », selon ses termes. La stratégie sarkozyste consiste donc à mobiliser autour de lui la droite la plus dure qui n'a jamais pardonné à M. Bayrou son vote en faveur de François



Nicolas Sarkozy lors d'un meeting, salle Vallier à Marseille, le 27 octobre 2016. FRANCE KEYSER /

défend en assumant son choix passé pour mieux dresser un réquisitoire contre l'ancien président :

*« L'exercice des cinq années de mandat et la conduite de la campagne de 2012 m'ont convaincu, comme ces millions de compatriotes, qu'une réélection du président ouvrirait la porte à des dérives encore accentuées et que nous ne voulions pas voir. »*

Aux rayons des « dérives » du sarkozysme, il énumère : « Les atteintes graves et répétées aux principes de notre vie en commun », « les abus de pouvoir » et « l'orientation de la campagne entièrement conduite pour opposer les Français entre eux ». « Qui sait où nous en serions arrivés si une réélection surprise avait livré le pays à l'ivresse d'un succès construit sur tant de dérives ? », estime le maire de Pau.

François Bayrou juge aussi très durement la campagne actuelle de Nicolas Sarkozy, menée par un homme « en perdition dans les sondages », « abusé par sa propre angoisse et sa propre fuite en avant », « lâchant des insultes avec un mépris affiché », « crachant sur ceux qui ne votent pas pour lui », selon ses termes.

*« La ligne stratégique de Nicolas Sarkozy a constamment été, pour gagner des voix, pour mobiliser des foules d'électeurs autour de lui, de faire flamber la division dans son pays. Au service de ce choix, il a fait feu de tout bois : les partis, la gauche, la droite, la nationalité, l'origine, la religion, le vêtement, la nourriture, l'islam toujours ».*

Lors de ses meetings, M. Sarkozy passe en effet de longs moments à mobiliser en faveur d'une assimilation stricte, comme à Marseille où il a lancé : « Quand on est en France, on vit comme un Français, sinon on n'est pas obligé de devenir français. » Face à cette « brutalité », cette « violence », cette « excitation du sectarisme et de l'intolérance », M. Bayrou prône le rassemblement, une des thématiques d'Alain Juppé, et se dit persuadé que les Français « attendent des politiques qui soient animés d'esprit civique, qui soient capables de s'unir et de se rassembler quand l'essentiel est en jeu »

**« Le peuple, contrairement à ce qu'il croit, n'est pas une masse »**

Alors que M. Sarkozy se pose en candidat du peuple face aux élites, en héraut de la majorité silencieuse, M. Bayrou l'accuse de se servir du « peuple qu'il n'a jamais approché, au milieu duquel il n'a jamais vécu, avec lequel il n'a jamais passé ni une semaine, ni un jour sans caméras ».

*« Le peuple, contrairement à ce qu'il croit, n'est pas une masse qu'il convient de fouetter de passions et de prendre par le bas, par les instincts, par les mots qu'on jette avec un rictus, par l'excitation contre les boucs émissaires que l'on livre l'un après l'autre en pâture. »*

Ce duel entre ces deux hommes qui se détestent depuis de longues années risque d'animer encore la fin de la campagne de la primaire, qui aura lieu les 20 et 27 novembre. Sans surprises, M. Bayrou prédit d'ores et déjà une défaite cinglante à M. Sarkozy :

*« Ce n'est pas parce qu'il n'est pas assez violent, assez clivant, assez injurieux, que Sarkozy décroche, c'est précisément parce que tout le monde voit toute la faiblesse que révèle un tel comportement. Et c'est pour cette raison que les Français, de droite, du centre et d'ailleurs, malgré la logique partisane de la primaire, s'apprêtent à lui dire non. Une deuxième fois. »*

Matthieu Goar  
Journaliste au Monde

[lemonde.fr](http://lemonde.fr)

## **VI) Pour le PS, Mélenchon «rejoint un populisme associé à l'extrême droite»**

Par Aymeric Misandeau

**LE SCAN POLITIQUE - Pour Corinne Narassiguin, porte-parole du Parti socialiste, le leader de la «France insoumise» incarne «une gauche qui refuse de voir la réalité et la complexité de ce qu'est l'exercice du pouvoir».**

Tout va bien pour Jean-Luc Mélenchon. Très discret dans les médias depuis quelques jours, comme il l'avait annoncé, le candidat de la «France insoumise» jouit de bonnes opinions dans les sondages qui se suivent et se ressemblent, faisant de lui le candidat qui incarnerait le mieux les valeurs de la gauche. Surtout, quelle que soit la personnalité qui sortira des urnes de la primaire à gauche le 29 janvier prochain, il est pour l'instant, selon les intentions de vote révélées par la dernière étude Kantar Sofres OnePoint pour RTL, Le Figaro et LCI, devant le PS. Une belle revanche pour l'ancien de la rue de Solferino, à qui les socialistes n'entendent cependant pas laisser le champ libre. Ils ont ainsi lancé une offensive contre l'ancien sénateur sur un point qui crispe à gauche: l'immigration.

Invitée de Sud Radio ce lundi matin, la porte-parole du PS, Corinne Narassiguin, a été l'auteur d'une sortie au vitriol contre son ancien camarade. «Par certains côtés, il rejoint un populisme qu'on aurait habituellement associé à l'extrême droite, sur le souverainisme, sur le scepticisme par rapport à l'Europe», dénonce la députée des Français de l'étranger. Elle ajoute: «Mélenchon, c'est une gauche qui refuse de voir la réalité et la complexité de ce qu'est l'exercice du pouvoir». Selon l'élue, l'ancien sénateur, qui «décide d'aller tout seul à la présidentielle, en dehors de toute concertation», «peut difficilement prétendre à rassembler».

### **Des critiques déjà formulées par le PCF et le NPA**

Mais la parlementaire n'est pas la seule socialiste à attaquer Jean-Luc Mélenchon sur une supposée dérive de son positionnement politique. Dimanche, lors d'un débat sur BFMTV face à Alexis Corbière (porte-parole du candidat de la «France insoumise», nldr), le député des Yvelines et candidat à la primaire à gauche, Benoît Hamon, a marqué son désaccord sur l'immigration. L'ancien ministre de l'Éducation nationale a effectivement dénoncé un Jean-Luc Mélenchon «beaucoup plus timide quand il s'agit d'évoquer les questions des migrations» qu'il ne l'était selon lui en 2012. Il lui a par ailleurs reproché de ne pas œuvrer «au rassemblement de la gauche» dans l'idée de «séduire l'électorat populaire». Réponse immédiate d'Alexis Corbière: «C'est assez indigne, c'est vraiment des méthodes de Parti socialiste».

Toujours est-il que les socialistes ne sont pas les

premiers à reprocher au candidat issu de la gauche radicale ses prises de position récentes sur l'immigration. Le PCF et le NPA avaient eux aussi vivement critiqué Jean-Luc Mélenchon et sa vision du débat sur l'identité nationale après que celui-ci s'est dit ouvert à un «débat solide» avec Nicolas Sarkozy.

**LE FIGARO** · fr

## **VII) Le PCF écartelé entre Arnaud Montebourg et Jean-Luc Mélenchon**

**Les relations entre les communistes et le chantre de la France insoumise sont telles qu'une alliance avec certains candidats PS est en préparation.**

Romain Herreros  
Journaliste politique



AFP  
Arnaud Montebourg à la fête de L'Humanité, au mois de septembre.

Et si Jean-Luc Mélenchon était contraint de se passer du soutien du PCF? Machine militante et électorale précieuse en temps de campagne, le parti dirigé par Pierre Laurent n'a toujours pas digéré le départ en solo du chantre de la France insoumise, à tel point que sa direction oeuvre pour un rapprochement avec les candidats socialistes opposés au gouvernement, rapporte ce mardi 1er novembre Europe 1.

Selon la radio, une réunion à huis clos était d'ailleurs prévue ce mercredi 2 novembre, soit trois jours avant une conférence nationale censée

clarifier la position du parti. Ce que des cadres du PC ont démenti auprès du HuffPost, expliquant ce rendez-vous était en réalité programmé pour le 7 novembre et que la date citée par Europe 1 correspond à une entrevue prévue entre communistes et mélenchonistes. Pour ce qui est de la réunion avec la délégation de frondeurs, seuls Gérard Filoche et Marie-Noëlle Lienemann ont confirmé leur présence.

Reste que du côté de Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, on n'a jamais exclu l'hypothèse d'une alliance. Le premier avait évoqué à la Fête de l'Humanité de "véritables convergences" entre son projet et celui de la gauche de la gauche, alors que le second est allé encore plus loin dimanche 30 octobre.

Interrogé par le JDD sur la possibilité d'un accord avec les communistes, l'ancien ministre du redressement productif a été clair: "pourquoi pas s'ils le souhaitent". "Mon projet a été applaudi à la Fête de l'Humanité comme dans des cercles d'entrepreneurs, devant lesquels je tiens exactement le même langage", a-t-il insisté, jouant le refrain de "l'union des gauches". Et le héraut du "made in France" de cibler directement Jean-Luc Mélenchon: "Ce qui [le] sépare du reste de la gauche, c'est sa radicalité et son isolement. Il faut unir les Français et non les radicaliser".

### Un problème Mélenchon au PC

Si certains n'enterrent pas une alliance avec Jean-Luc Mélenchon, comme l'adjoint communiste de la Ville de Paris Ian Brossat ce matin sur RTL, l'ex-socialiste n'est pas vraiment en odeur de sainteté place du Colonel Fabien. Au mois de septembre, Olivier Dartigolles, le porte-parole du parti, publiait un long texte sur Facebook pour dénoncer l'attitude de Jean-Luc Mélenchon à la Fête de l'Humanité. Non seulement il avait publiquement taclé Pierre Laurent en lui reprochant de faire "du trotskisme des années 70", mais il avait, en plus, séché son discours. Un véritable affront pour la famille communiste. "Quand on est invité à la Fête de l'humanité, il semble assez naturel de venir saluer celui qui vous invite. Non?", regrettait Olivier Dartigolles.

La semaine dernière sur Facebook, la tension est encore montée d'un cran entre les deux. "Le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, sort de l'ambiguïté pour soutenir très clairement Montebourg", s'est emporté Jean-Luc Mélenchon, souhaitant aux communistes "un bon voyage avec le PS". Or, comme l'avaient repéré nos confrères du Lab, il s'avère que l'ancien sénateur socialiste

avait lu un peu trop vite un tweet d'un journaliste du Figaro...

Plus récemment, un ultime épisode est venu jeter de l'huile sur le feu. Alors que dans sa course aux parrainages, Jean-Luc Mélenchon se heurte à la réticence d'élus communistes qui attendent les directives du parti, l'ex-candidat à la présidentielle les aurait traités, selon ses propos rapportés par Le Point, "d'abrutis". Si le champion de la "France insoumise" a depuis démenti sur sa page Facebook, cette séquence montre à quel point les relations sont loin d'être simples entre la direction du PC (favorable à une primaire à gauche) et Jean-Luc Mélenchon qui mise sur le mouvement "au-dessus des cartels de partis" qu'il a créé pour le porter jusqu'à l'Elysée.

### Une réconciliation possible?

Reste que dans les rangs communistes, l'hypothèse Mélenchon n'est pas totalement écartée. "Jean-Luc Mélenchon est une possibilité, mais il faut qu'il fasse le choix du rassemblement, de l'ouverture (...) pour qu'il nous permette d'avoir un fort candidat de gauche qui soit apte à être au second tour de l'élection présidentielle", a indiqué Ian Brossat sur RTL.

"Nous, ce que nous souhaitons, c'est que Jean-Luc Mélenchon et sa nouvelle organisation La France insoumise puissent travailler avec les organisations du Front de gauche, avec l'écologie politique, avec les socialistes en rupture avec la politique gouvernementale. Que tout ce monde là se mette de nouveau autour de la table pour réfléchir à des batailles communes", expliquait hier Olivier Dartigolles sur les ondes de RFI. Une manière de dire que le parti serait prêt à le suivre en cas de main tendue. Chose que Jean-Luc Mélenchon se refuse à faire, comme il l'a expliqué ce mardi au Figaro.

***"Je suis candidat. Que me demande-t-on? De renoncer à ma candidature pour ouvrir une improbable quête de perfection? Les écologistes sont dans le processus de leur primaire, les frondeurs ont annoncé qu'ils acceptaient le cadre de la primaire PS... De quoi parlons-nous alors? Je n'ai qu'une chose à préciser sur ce point: le 'n'importe qui sauf Mélenchon', ce n'est pas une ligne politique".***

Une pétition appelant les communistes à se rallier à Jean-Luc Mélenchon a recueilli pour le moment plus de trois mille signatures. Assez pour que Pierre Laurent se résigne à le soutenir? Réponse le 5 novembre.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## VIII) Pourquoi la noblesse française existe encore?

France-Histoire



Château de Chambord | flamouroux via Flickr CC License by

La BBC s'interroge avec humour sur la noblesse française. C'est une énigme pour les Britanniques. Plus de deux siècles après la révolution de 1789 et l'abolition des privilèges, elle existe toujours.

L'écrivain anglais Nancy Mitford, qui a vécu la majeure partie de sa vie à Paris, se moque dans un de ses livres des nobles français beaucoup plus attachés à leur statut que leurs homologues britanniques qui eux pourtant vivent sous une monarchie et n'ont pas perdu tout leurs privilèges.

Elle expliquait que quand vous invitiez un duc français dans une ambassade, vous deviez absolument savoir s'il était un noble d'ancien régime, de la restauration, de l'empire ou de la papauté... «Mitford écrivait dans les années 1950 et aujourd'hui être snob à ce point-là, si cela n'a jamais existé, appartient au passé», souligne gentiment la BBC.

Le plus étonnant reste la capacité de survie de cette noblesse. «Il y a aujourd'hui 4.000 familles qui peuvent s'appeler nobles. Avant la Révolution, il y en avait 12.000», explique à la BBC Jacques de Crussel, Duc d'Uzes qui est le Président de l'Association d'entraide de la noblesse française. Mais les familles nobles actuelles sont bien plus nombreuses que dans les années 1780 et il y a entre 50 et 100.000 nobles en France autant qu'à la veille de la révolution.

Et même si de nombreux aristocrates n'ont pas survécu à cette révolution, il y a eu en France au XIXème siècle cinq rois et empereurs qui ont chacun créé leur propre noblesse...

L'Association d'entraide de la noblesse française certifie aussi l'appartenance à l'aristocratie et traite une centaine de dossiers par an pour «vérifier» les lignages. Et contrairement aux idées reçues, la particule est tout sauf une garantie de noblesse...

A l'image de la société française conclut la BBC, la noblesse aujourd'hui est très diverse, entre ceux qui ont conservé de l'influence et du pouvoir dans les affaires et la haute administration et ceux qui ont tout perdu sauf leur nom. Il y a enfin ceux, nombreux, qui tentent tant bien que mal de préserver et garder les châteaux ou demeures historiques.

*«En un peu plus de deux siècles, la noblesse française a dû apprendre à se faire à un jeu social très particulier. Le pays est une République, un de ses moments fondateurs a été une révolution qui a tué une grande partie de leurs ancêtres. Et aujourd'hui la noblesse n'a pas d'existence légale ou de monarchie pour justifier son existence. Et l'idée même d'une caste de seigneurs est une offense à la culture française de l'égalité. En conséquence, les familles aristocratiques ont dû apprendre la discrétion.»*

**Slate**<sup>FR</sup>

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IX) Montpellier : expulsée avec ses enfants la veille de la trêve hivernale

GUY TRUBUIL



Léa, aidée de sa mère et de ses demi-frères, a dû empiler à la hâte les cartons.

**L**éa, et ses deux petits de huit mois et trois ans, ont reçu la visite de l'huissier et de la police ce lundi 31 octobre au matin. Veille de la trêve hivernale.

Cruelle ! Si une situation devait illustrer le désarroi d'une famille frappée d'expulsion locative, celle de Léa marque les esprits. Ce lundi matin, vers 9 h, cette jeune mère de deux enfants de huit mois et trois ans a reçu la visite d'un huissier accompagné de quelques policiers et d'un serrurier venu lui demander de partir sur le champ de leur petit appartement.

A la veille d'une trêve hivernale de cinq mois

L'aboutissement de cette procédure, avec décision du tribunal - prise en juin dernier - et octroi de la force publique par la préfecture afin de la faire appliquer, est intervenu à la veille de la trêve hivernale de cinq mois. Cruel et cynique d'autant plus qu'au cœur de ce pont, de nombreux services d'aides sont fermés jusqu'à mercredi et qu'aucune solution sociale ne semblait envisageable avant le milieu de semaine.

Dans le hall de son immeuble, derrière la gare SNCF, Léa, aidée de sa mère et de ses demi-frères - eux-mêmes sans domicile attitré - a dû empiler à la hâte les cartons et les affaires, le lit de bébé, la

télévision, la poussette, avec l'angoisse de ne pas savoir où elle passerait la nuit dernière et les suivantes. "Ici, il n'y a que nous, on n'a pas de famille. »

**"L'assistante sociale a dit qu'elle n'avait pas de baguette magique"**

La jeune femme accusait six mois de retard de paiement de loyer - 610 € pour un 37 m<sup>2</sup> - lorsque le contentieux a été enclenché par son bailleur. Elle assure avoir obtenu un accord de gré à gré pour rembourser sa dette dès qu'elle en aurait la possibilité, ce qui n'a toutefois pas suffi pour assainir les relations, avant la réception d'un avis d'expulsion, il y a un mois environ. "On n'a pas fait l'autruche. J'ai parlé avec l'assistante sociale qui m'a répondu qu'elle n'avait pas de baguette magique", explique Léa.

Hier, un appel au numéro d'urgence sociale, le 115, n'a pas, non plus, permis de trouver une solution d'hébergement, au moins provisoire, la plupart des dispositifs étant déjà saturés. "Des expulsions comme la sienne, il y en a eu beaucoup au mois d'octobre", précise un travailleur social qui s'attachait à trouver une solution de repli pour la famille. Qu'au moins Léa

et ses deux jeunes enfants ne passent pas une première nuit à la rue.

### Mieux prévenir

Afin de mieux prévenir les expulsions locatives, la Fondation Abbé Pierre vient de mettre en place une plateforme "d'accompagnement aux droits liés à l'habitat" (04 67 12 86 25) qui vise justement à éviter d'arriver jusqu'à l'évacuation du logement. Les affaires et les enfants ont été rassemblés au rez-de-chaussée de l'immeuble.



## A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)